



## Syrie : Nouveau plan ennemi pour encore plus de terrorisme et de destruction

Par [Mohamed Khalil al-Roussan](#)

Mondialisation.ca, 18 décembre 2014

[Arabi-Press](#) 18 mai 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [SYRIE](#)

*Cet article a été publié initialement le 18 mai 2012 par Mondialisation.ca*

Alliance saoudi-qatari-israélienne dans le but de torpiller une éventuelle entente russo-américaine sur la Syrie

Une personnalité bien informée sur le dossier des relations interarabes, car proche du Service des Renseignements russe dépendant du Ministère des Affaires étrangères, a affirmé que les récents pourparlers russo-américains ont amené le Président Medvedev et le Président Obama à une sorte d'entente sur l'avenir de la crise syrienne. Selon cette source, le président russe a été très clair sur cette question lors du Sommet de Séoul lorsqu'il a précisé la position de la Fédération de Russie, aussi bien aux États-Unis qu'aux autres puissances mondiales qui considèrent désormais que les affaires syriennes font partie intégrante des Affaires intérieures de l'OTAN !

Le moins que l'on puisse dire est que Medvedev ne s'est pas contenté d'un langage tacticien mais qu'il a fait savoir qu'il s'agit là d'un sujet stratégique russe qui pèse de tout son poids sur les relations entre la Russie et les USA, et entre la Russie et l'Union européenne [UE] et la Turquie. Ainsi, le langage de Medvedev face à Obama et à l'UE fut bref et concis : « La Syrie fait face à une guerre menée par des terroristes contre ses citoyens, et à une crise interne qui ne peut se résoudre que par le dialogue entre le gouvernement, les autorités syriennes et les opposants ».

Toujours selon la même source, les efforts de la Russie et son rejet d'une ingérence étrangère en Syrie auraient été décisifs pour convaincre les États-Unis qu'au cas où ils décideraient de soutenir une intervention militaire de l'OTAN, de la Turquie ou de certains pays arabes [ce qui est exclu] ils ne se confronteraient pas uniquement au Président Assad ! Les États-Unis ont parfaitement saisi le message russe : « Damas est le ballon d'essai censé précéder la mise en œuvre des mêmes scénarios de coups d'État que vous avez fomentés dans d'autres pays, et il n'est pas exclu que vous ayez imaginé de faire subir le même sort à la Russie ».

La démonstration de la volonté russe d'arriver à un consensus avec les États-Unis a eu lieu lors de la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité acceptée par la Russie et la Syrie, et c'est à partir de là qu'a été adopté un premier plan politique et sécuritaire à mettre en œuvre et à superviser par le Conseil de sécurité, la Russie et les États-Unis : « le plan Kofi Annan ». Mais ce plan commun n'a pas empêché les attaques armées contre les civils et les militaires syriens. A partir de là, voici les réponses que cette même source a donné à

plusieurs questions essentielles.

Pourquoi les attaques armées se sont-elles poursuivies malgré le plan Annan ?

« Cherchez du côté d'Israël et de sa fraternité évidente et de longue date avec l'Arabie saoudite et le Qatar ! ». Ces trois pays, ainsi que la Turquie, ont mal accepté le fait que les États-Unis en arrivent à la décision de chercher un accord avec les dirigeants politiques russes plutôt que de se confronter à la Syrie, parce que cela signifie que les États-Unis sont désormais dans l'obligation de cesser toutes formes de soutien, militaire ou logistique, qu'ils ont accordés aux milices connues par les services secrets russes pour être plus proches des terroristes d'Al-Qaïda que des Frères musulmans et des wahabistes extrémistes sévissant dans certaines campagnes et villages de Syrie. Mais les États-Unis, astreints à une coopération basée sur la recherche de compromis dans nombre de dossiers qui devront être complètement résolus après les prochaines élections présidentielles, n'ont pas respecté les promesses faites à la Russie pour la bonne raison qu'en ce qui concerne le dossier syrien, les Saoudiens et les Qataris se sont réfugiés derrière la politique israélienne qui voit dans le renversement du Président syrien et de son gouvernement une victoire stratégique avant toute autre considération. Et en Syrie, les Islamistes wahabites et la majorité des mouvements islamiques, dont les Frères Musulmans, sont plus proches du wahabisme saoudien que du message de Hassan al-Banna ou Sayed Qotb !

Les Saoudiens et les Qataris oseraient-ils aller à l'encontre des décisions des États-Unis ?

Ils ne pourraient le faire que si Israël en prenait la responsabilité, soutenu en cela par ses alliés fondamentaux et influents du lobby et de la presse sionistes, autant d'alliés que le Président Obama ne peut se permettre de contrarier en cette période électorale en raison de ses besoins en médias et en finances.

Faut-il comprendre que les États-Unis renonceraient à un accord avec la Russie pour contenter le lobby sioniste protecteur des options saoudite et qatari en Syrie?

Les États-Unis ont un intérêt certain à renverser le gouvernement du Président Bachar al-Assad, mais ils se heurtent à la volonté de la Russie et au réel équilibre des forces sur le terrain en Syrie. Le Président syrien s'est avéré être le plus fort à plus d'un niveau : local, populaire, institutionnel, militaire, sécuritaire et diplomatique. Il a aussi démontré sa capacité dans la bataille militaire et sécuritaire contre les groupes armés, capacité qui n'aurait pas encore atteint son apogée. Cependant, l'effort saoudi-qatari-israélien s'intensifie et s'efforce de généraliser les carnages sectaires dans les grandes villes syriennes pour aboutir à un état d'anarchie qui irait crescendo vers encore plus de massacres, dans le but d'embarrasser la Russie et d'accroître la pression sur Al-Assad, de crainte que son gouvernement ne puisse échapper à la guerre menée par les pays du Golfe pour le compte des Américains et des Israéliens, par l'intermédiaire de supporters d'Al-Qaïda ou de l'Organisation elle-même.

Le gouvernement US est obligé de coopérer avec le gouvernement russe, mais il se décharge de cette obligation au motif qu'ils n'est pas en mesure de contraindre Israël, l'Arabie saoudite et le Qatar à suivre ses directives ; excuse inacceptable pour les russes

qui, comme les Étatsuniens d'ailleurs, sont convaincus que l'origine du problème n'est pas seulement en Israël, mais aussi en Arabie saoudite et plus particulièrement dans les palais de la famille des Al-Saoud, qui craignent tout autant que l'Emir du Qatar, qu'Al-Assad ne puisse revenir jouer efficacement son rôle régional, une fois qu'il aura triomphé de la crise et réussi à sceller un compromis historique avec ses opposants. Si cela devait arriver, les pays du Golfe et à leur tête l'Arabie Saoudite et le Qatar sont persuadés qu'Al-Assad cherchera à faire payer un prix élevé à ses ennemis et à tous ceux qui ont soutenu les gangs armés en Syrie.

Pour l'ensemble des princes saoudiens, Al-Assad est le cauchemar dont ils ne savent comment se débarrasser. Ils ont tout essayé mais tout a échoué, et même l'opposition syrienne, qui a certes réussi à déstabiliser le pays, n'a pu réaliser une quelconque percée majeure ni au niveau de l'état, ni au niveau du dispositif sécuritaire ou militaire ; au contraire, ce sont les Syriens qui ont réussi des percées considérables dans les rangs des terroristes armés.

Pourquoi cette haine des saoudiens et des qataris à l'égard de la Syrie ?

Tout d'abord, parce qu'il n'a pas échappé aux deux pays qu'Al-Assad sait que le Qatar et l'Arabie Saoudite ont financé la guerre contre le peuple syrien et contre lui-même. Ensuite, parce que le Président syrien est parfaitement conscient que si les dirigeants de ces deux pays avaient pu l'assassiner, ils ne s'en seraient pas privés. Enfin, parce que ces mêmes dirigeants et avec eux, les israéliens, cherchent de toutes leurs forces à lui nuire, physiquement et directement, tous les trois étant convaincus que si Bachar al-Assad survit à cette crise, il sera mille fois plus dangereux et leur demandera des comptes une fois la stabilité revenue.

Par ailleurs, les relations entre la Syrie et l'Arabie saoudite ne sont pas entachées uniquement par des problèmes connus et déclarés, la réalité du soutien des saoudiens aux insurgés est claire, mais le fait qu'ils essayent d'inonder l'opposition syrienne par l'argent et la fortune n'a pas une finalité politique exclusive, il existe des rancœurs d'ordre personnel connues de tous.

D'où la stratégie adoptée pour détruire la Syrie

Toutes les tentatives pour renverser le gouvernement syrien ont échoué et il ne reste plus d'autre choix aux USA et à leurs alliés que de composer avec cet État protégé par une armée d'un demi-million de soldats, un service de sécurité d'au moins un demi-million d'officiers et de cadres, assistés par une armée de volontaires sur l'ensemble du territoire ; le Président syrien jouissant du soutien d'une proportion non négligeable du peuple syrien très nettement supérieure à celle de Moubarak, Ben Ali ou Kadhafi ; sans oublier l'appui de la Russie et de l'Iran.

Par conséquent, les coups portés à l'opposition armée ont motivé l'administration étatsunienne et ses alliés à préparer un nouveau plan adapté à la nouvelle réalité, avec deux objectifs qui devraient obliger Al-Assad à négocier avec les USA en position de faiblesse. Le premier objectif consiste à épuiser l'armée tout en imposant au peuple syrien, son président, ses forces armées et ses agences de sécurité, le sentiment que tous sont prisonniers de la volonté destructrice des États-Unis et que la paix, la sécurité, la réconciliation et la stabilité ne dépendent que de leur bon vouloir. Le deuxième objectif consiste à épuiser les partisans du gouvernement par une guerre psychologique qui leur

ôtera tout espoir de retrouver leur vie d'avant la crise, et les amènera à devenir un fardeau pour le gouvernement, non un soutien tel qu'il en est aujourd'hui.

Quant aux raisons qui ont poussé les USA à abandonner définitivement l'idée de renverser le gouvernement par la force destructrice, elles résultent des convictions qui leur ont été imposées au bout des quatorze derniers mois. Premièrement, l'armée syrienne ne se divisera pas et le Président Al-Assad tient toujours tous les centres des forces armées syriennes, lesquelles s'adaptent de plus en plus à la situation et portent des coups décisifs aux forces ennemis. Si bien que l'opposition armée indûment nommée « l'armée libre » n'est plus qu'un ramassis de gangs démoralisés, sans véritable stratégie, obstinés à ne pas se rendre, parce que chacun sait le destin funeste qui l'attend. Deuxièmement, les organes de la sécurité syrienne sont maîtres du terrain même dans les régions contrôlées par les insurgés en armes en raison de leur infiltration en long, en large et en travers par des éléments loyalistes.

L'économie syrienne est épuisée mais prend le chemin du redressement car l'économie de guerre a remplacé l'économie hypothéquée par l'économie financière et commerciale de l'Occident, et les sommes colossales que les pays du Golfe offrent aux insurgés armés finissent d'une façon ou d'une autre par verser dans le circuit économique interne, puisque les « régions dites de la révolution » restent dépendantes du cycle économique qui commence par l'État syrien et se termine à la Banque centrale de Syrie.

Certains secteurs se sont adaptés à la nouvelle situation en développant une économie de libre-échange avec la Russie, la Chine, l'Iran, l'Inde, le Brésil et des pays voisins comme l'Irak, le Liban et la Jordanie ; ces derniers jouant un rôle majeur dans l'atténuation des sanctions.

La grande majorité des « minorités » et du peuple syrien soutiennent le gouvernement, et la population « silencieuse » est de plus en plus du côté des autorités syriennes plutôt que de la « révolution ».

Il n'empêche que les États-Unis et leurs alliés considèrent qu'ils ont là une occasion d'éreinter le gouvernement et de minimiser sa popularité pour atteindre leurs objectifs politiques et conclure un accord imposé par les circonstances, dont la clause essentielle garantirait les intérêts des États-Unis et de ses alliés des pays du Golfe. Il est donc urgent pour les États-Unis d'exploiter cette occasion unique car le temps ne travaille ni en leur faveur, ni en faveur des insurgés, étant donné la gestion sécuritaire et politique des problèmes par les autorités syriennes, qui risque de mettre définitivement les insurgés armés et les opposants radicaux hors du jeu local et international mené par le Président syrien d'une part, et par la Russie d'autre part.

Organisation des planificateurs de la stratégie de destruction de la Syrie

Le comité politique

- Hillary Clinton [Superviseur]
- Hodrick Cholet [PDG]
- Robert Ford [membre et Ambassadeur des USA à Damas]

- Frédéric Hoff [membre]
- Jeffrey Feltman [Coordinateur] et superviseur d'une commission politique parallèle composée de Séoud Ben Payçal [ministre saoudien des Affaires étrangères] et du ministre qatari [Hamad Ben Jassem]. Il est aussi superviseur du Bureau de la coordination sécuritaire spécifique de la Syrie basé à Doha, comprenant un représentant de la CIA et des représentants des services de renseignement de l'Arabie saoudite, la Turquie et de l'OTAN... rejoints récemment par la Libye ; Bandar ben Sultan étant le grand expert des Affaires syriennes et le conseiller particulier de Feltman ! Dictionnaire

#### Le comité militaire

- Général Martin Dempsey [Président]
- Général Charles Cleveland
- Général Frank Gibb

Ce comité travaille en coopération avec les autres comités, mais la décision finale lui revient pour tout ce qui concerne les renseignements et le niveau de l'assistance logistique à fournir aux groupes armés sévissant en Syrie, les renseignements étant assurés par des agences étatsuniennes ou alliées.

#### Le comité sécuritaire

- Tom Danelon [Président, Conseiller à la sécurité nationale]
- James Clapper [membre, Directeur de la sécurité nationale]
- Général David Petraeus [Décideur, Directeur de la CIA]

Ce comité inclut des représentants de sept agences de renseignement des USA, selon les besoins en compétence. Il est divisé en plusieurs sous-comités chargés d'approuver les stratégies, de rendre compte au président Obama par des rapports hebdomadaires, de mettre en exécution les stratégies censées obliger les autorités syriennes à abdiquer, et aussi de parer à tout danger pouvant mener à une guerre régionale avec Israël.

#### Lignes générales de la stratégie de destruction de la Syrie

- Subordonner le gouvernement syrien et l'obliger à s'abandonner à la volonté des USA.
- Empêcher la Russie de s'implanter en Syrie de façon permanente.
- Rompre l'alliance de la Syrie avec l'Iran de telle sorte que le gouvernement syrien ne puisse chercher son salut qu'auprès des USA, non du côté russe ou iranien.
- Pousser au maximum la guerre psychologique et la propagande anti-syrienne par les USA, leurs alliés régionaux [arabes] et internationaux [OTAN] pour imposer l'abdication du gouvernement syrien.
- Assurer une transition politique [démocratique] en Syrie sans entrer en conflit avec la

Russie et sans porter atteinte à la sécurité d'Israël [clause formelle et plutôt très vague puisqu'ils acceptent désormais que le Président syrien reste en poste à condition que la Syrie se transforme en un État dit modéré...].

- Couper le lien entre la Syrie, Téhéran et le Hezbollah libanais.

Étapes exécutives de la stratégie de destruction de la Syrie

- Actions militaires menées par des bataillons de terroristes volontaires entrés en Syrie à travers toutes ses frontières et rendus capables de coopérer en toute liberté avec les insurgés armés locaux [frontières : Nord et Est Liban, Turquie, Jordanie, Golan, Kurdistan irakien et zone irakienne adjacente à la région al-Jaziré au nord de la Syrie].
- Actions violentes de type guérilla urbaine dans toutes les régions syriennes, celles déjà infiltrées par les dits révolutionnaires et les grandes villes non encore touchées.
- Opérations spéciales au cœur même des institutions syriennes à Damas et dans les grands centres urbains [attentats suicides, attaques armées, explosions à la bombe...].
- Actions paramilitaires [infiltration des manifestants par des éléments armés envoyés pour attaquer les régions encore indemnes et tenues par les autorités militaires syriennes].
- Déstabilisation finale par une guerre psychologique associée à tout ce qui précède.

Risques pris en compte par les auteurs de la stratégie de destruction de la Syrie.

- Guerre généralisée entre Syrie, Hezbollah, Iran d'une part, et Israël, Turquie, pays du Golfe... d'autre part [d'où le gouvernement d'Union nationale précipitamment mis en place par les Israéliens par crainte d'une réplique conjointe Syrie-Iran-Hezbollah, qui pourrait s'abattre sur Israël si les USA persistaient à œuvrer pour l'escalade du terrorisme en Syrie].
- Attaque iranienne directe ou indirecte contre la navigation dans la région du Golfe.
- Attaque militaire iranienne contre le Qatar, Bahreïn et Arabie saoudite.
- Attentats terroristes contre les forces US en Turquie et dans les pays du Golfe.
- Lancement de missiles sur Israël à partir du Sinaï, et la bande de Gaza.
- Lancement de missiles sur Israël à partir du Liban, Syrie, et la bande de Gaza.
- Propagation incontrôlée de la déstabilisation vers le Liban, suivie du déclenchement d'affrontements pouvant mener le Hezbollah, allié de la Syrie, à contrôler l'ensemble du territoire libanais.
- Escalade du terrorisme du PKK en Turquie partant de la Syrie, l'Irak et l'Iran.
- Confrontation militaire entre Turquie et Syrie
- Chaos et perte définitive de tout contrôle sur la situation en Syrie.

## Articles définissant la stratégie de destruction définitive de la Syrie

### Article 1

Consentement préalable des États-Unis pour un accord de coopération entre les services de renseignement du Qatar et de l'Arabie saoudite d'une part, et une entreprise de sécurité israélo-américaine basée à Genève d'autre part, pour la gestion de l'agression sans que les autres États concernés n'aient à se compromettre par l'envoi de leurs propres troupes. Ceux qui dirigeront les opérations sur le terrain seront des experts à la retraite appliquant l'idéologie d'Al-Qaïda [des centaines d'entre eux sont déjà sur le terrain et des milliers d'autres sont prêts à être envoyés, la plupart relâchés des prisons d'Arabie Saoudite, Irak, Liban, Jordanie, Maghreb... tous sympathisants ou membres d'Al-Qaïda et professionnels de la guérilla ; sans compter les engagés takfiristes qui prétendent se battre au nom du Jihad et qui sont tous aussi rompus à ce type de combats, après avoir participé à ceux vécus en Irak, Tchétchénie, Afghanistan, ou Nahr al-Bared au Liban].

Cette coopération entre dirigeants et exécutants a été menée effectivement sous l'égide du Qatar et de l'Arabie saoudite [telle celle conclue dernièrement entre les Talibans et le Qatar], le tout au titre de la lutte contre l'ennemi commun, autrement dit, contre Bachar al-Assad, son gouvernement, ses partisans en Syrie et dans la région [Iran - Liban- Irak].

### Article 2

Les États-Unis, grâce à certains de leurs alliés libanais, se chargeront d'assurer des zones tampons réduites mais suffisantes pour la mise en place de camps de repos et d'entraînement au nord et à l'Est du Liban [avec en particulier un centre de renseignement sous couverture discrète et complaisante de personnalités politiques ou militaires complices, et sous slogan de l'assistance humanitaire aux personnes déplacées].

### Article 3

Coopération entre USA, Arabie saoudite, Qatar et Turquie pour l'installation de camps de base réservés aux membres d'Al-Qaïda et de l'opposition syrienne armée, à l'intérieur du territoire irakien et sous la protection des tribus inféodées aux Saoudiens, telles celles de Anbar et du Kurdistan sous les auspices de Massoud Barzani et de son service de renseignement étroitement lié avec Israël.

### Article 4

L'Arabie saoudite se charge de pousser à la sédition les tribus restées fidèles au gouvernement ; en particulier à Deir el-Zor, al-jaziré, et autour de Damas en allant vers Homs.

### Article 5

L'Arabie saoudite et le Qatar se chargent de financer et d'orienter leurs médias officiels, leurs chaînes TV par satellites et celles des opposants syriens dans le but d'élargir le cercle d'influence d'activistes présents en Syrie, en diffusant des rumeurs pouvant mener

militaires et agents de sécurité à se désolidariser de leurs autorités respectives. Par ailleurs tous les alliés devront mettre en œuvre un plan média dont l'objectif principal sera de paralyser les différents partisans du Président par une approche adaptée à chacune de leurs catégories et l'exploitation d'agents déjà infiltrés dans leurs rangs, censés créer un état d'esprit défaitiste. Ainsi, le plan média des prochains mois consistera à concentrer les efforts des experts de la Syrie [américains, libanais, saoudiens, et syriens] sur la divulgation de scandales réels ou fabriqués portant sur toutes les composantes institutionnelles autour du Président, sur sa famille, sur les dirigeants de l'armée et des services de sécurité ; pendant que d'autres réseaux d'agents plus discrets travailleront à instiller et à répandre un sentiment de frustration qui devraient conduire à celui du découragement, face à la soi-disant incapacité des autorités civiles et militaires et du Président à régler d'une manière décisive le problème du terrorisme et des prétendus révolutionnaires.

D'ailleurs, ces rumeurs courent déjà : « Le Président n'est pas assez sévère. Pourquoi est-il aussi patient ? Il ne veut pas faire couler le sang des opposants, mais ne voit-il pas l'étendue des massacres ? Se désintéresserait-il de nous ? Cette crise est mal gérée. Pour nous la mort, pour les opposants le pardon. Nos jeunes sont assassinés et bientôt viendra notre tour. Un gouvernement qui n'arrive pas à se protéger lui-même peut-il nous protéger ? Où sont ceux qui ont toujours assuré notre sécurité et pourquoi le Président ne fait plus appel à eux ? Mieux vaudrait un Staline qu'un Bachar ! Le Président pense avoir affaire à des citoyens suisses alors que ce peuple aurait besoin d'un bon coup sur la tête plutôt que de dialogue et de bon discours. Pourquoi ne revêt-il pas son uniforme militaire ? Si Hafez el-Assad était là, l'affaire serait bouclée... ».

D'autres rumeurs répandues par la machinerie médiatique courent plus vite encore :

« Les attentats sont l'œuvre des Moukhabarats [les services syriens de renseignement] ! Le Président est de mèche avec les USA et Israël, sinon l'OTAN serait venue à notre secours. Ce sont les Moukhabarats qui font exploser les voitures dans les quartiers résidentiels pour semer la douleur et la peur et nous pousser à abandonner la révolution... ».

## Article 6

L'Arabie saoudite, le Qatar et les USA doivent travailler à libérer des combattants expérimentés détenus dans les prisons de quelques pays de la région.

La Jordanie s'est engagée à exécuter une partie du plan concernant la promesse faite par les Étatsuniens aux Saoudiens, lesquels se sont engagés vis-à-vis d'Al Qaïda à faire libérer, par les Britanniques, l'homme de « rang trois » de cette organisation : Abou Qatada Mohamad Omar Ousman d'origine jordanienne. Les combattants d'Al-Qaïda en Irak et en Syrie le considéreraient comme leur chef religieux et comme un djihadiste de premier ordre. Il serait destiné à devenir « l'Émir du Jihad des pays du Levant », principauté qui débiterait sur n'importe quelles parcelles de terre syrienne libérées par les milices d'Al Qaïda, mieux connues sous le sigle ASL ou [Armée Syrienne Libre], ou le « front de la victoire » [Jabhat el-Nasra], ou n'importe quel autre sigle qu'Abou Qatada voudra bien choisir à son arrivée sur le terrain de la victoire !

Au Liban Elizabeth Dibble assistante de Jeffrey Feltman aurait fait pression sur Wissam el-Hassan [Chef du département des services de renseignement au sein des Forces de Sécurité Intérieures] pour obtenir la libération anticipée de 238 combattants wahabistes fondamentalistes actuellement détenus dans les prisons libanaises au motif qu'ils pourraient

bénéficiaire de la loi de l'année de neuf mois !

## Article 7

La Turquie assure la plus grande liberté de mouvement possible aux extrémistes libyens, en particulier leur passage de son territoire vers Edleb et Alep.

Ce qu'elle a indéniablement réussi, notamment en matière d'escalade des attaques armées en Syrie !

Mohamed Khalil al-Roussan

13/05/2012

Article original en arabe en plusieurs épisodes:

[http://filkkaisrael.blogspot.fr/2012/05/blog-post\\_9825.html](http://filkkaisrael.blogspot.fr/2012/05/blog-post_9825.html)

Article traduit de l'arabe par Mouna Alno-Nakhal pour [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca)

Informations sur l'auteur données par Arabi-press :

<http://www.arabi-press.com/?page=article&id=35890>

Les lecteurs sont priés de comparer entre ce qu'a publié Al-Akhbar <http://www.al-akhbar.com/node/64510> citant le Washington Post et les informations données par Khalil el-Roussan, que nous avons publiées sur Arabi-press.

Le 29/03/ 2011 Mohamed Khalil Roussan a publié son célèbre article « Plan Bandar ben Sultan pour saboter la Syrie » qui n'avait pas été pris au sérieux ; d'une part, parce que d'auteur inconnu et sans photo disponible laissant supposer qu'il s'agissait du pseudonyme d'une personne qui ne voulait pas assumer la responsabilité de ses écrits ou qui souhaitait protéger ses sources ; d'autre part, parce que le texte était long et détaillé sans aucune preuve à l'appui des allégations qu'il contenait.

Quelques mois plus tard, de nombreux lecteurs, et particulièrement en Syrie, sont revenus sur ce rapport pour constater que les groupes de révolutionnaires, leurs organisations et les États qui les soutiennent l'ont mis en œuvre point par point : sédition armée, mise en place du Conseil National [CNS], détails sur sa direction... Autant d'éléments rapportés par l'auteur dans son descriptif du plan mentionné ci-dessus.

Hier a été publié un nouvel article de Khalil Roussan [ou quel que soit son vrai nom] décrivant un nouveau plan étatsunien rédigé tel un rapport diplomatique avec définitions de comités travail et identification de leurs membres respectifs ; ce qui mériterait lecture et suivi en raison de la vérification de ses précédents écrits. Seront-ils vérifiés une fois de plus ?

Arabi-press a laissé un message sur la seule adresse e-mail connue de l'auteur lui demandant un document qui prouverait la validité de ce qu'il affirme. A l'heure qu'il est, nous n'avons pas reçu de réponse. C'est pourquoi nous avons le droit d'en douter, comme nous avons le droit de laisser le lecteur en juger. Quoi qu'il en soit, nous disons que cet

article mérite tout au moins... une lecture.

Directeur de la rédaction d'Arabi-press

02:41:43 14/05/2012

La source originale de cet article est [Arabi-Press](#)

Copyright © [Mohamed Khalil al-Roussan](#), [Arabi-Press](#), 2014

---

Articles Par : [Mohamed Khalil al-Roussan](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)